



Les sept péchés capitaux des banquiers

Par Benjamin Masse-Stamberger, publié le 10/02/2009 12:03 - mis à jour le 12/02/2009 08:01

La crise a révélé les petits travers et les gros manquements de banquiers qui se sont pris pour des dieux de la finance. Arrogance, dogmatisme, irresponsabilité... Glossaire d'un rude retour sur terre.

Diatribes des politiques, railleries des médias - le magazine américain Slate a ainsi élu le « pire banquier de l'année » - anathèmes de l'Eglise protestante dénonçant les « idolâtres » : les patrons de la finance sont dans la ligne de mire. Boucs émissaires, les banquiers ? Les intéressés ont raison de rappeler qu'ils ne sont pas les seuls coupables : les régulateurs se sont montrés plus que complaisants, leur délivrant un véritable « permis de dévaster », selon l'expression de l'économiste John Kenneth Galbraith. Quant aux ménages, beaucoup se sont laissé sans trop de mal envoûter par les sirènes du crédit facile. Cela ne suffit pourtant pas à dédouaner les banquiers. « Certains d'entre eux me font penser au loup qui, victime d'une indigestion, viendrait reprocher au berger son inaction, et aux moutons leur faiblesse », remarque, lucide, un financier. Pour avoir trop flirté avec les paradis fiscaux, doivent-ils être condamnés à l'enfer ? Sans doute pas. Petit tour d'horizon de leurs turpitudes... pour que chacun, quand même, en tire les leçons.

Arrogance

Grisés par leur succès, les banquiers n'ont pas toujours fait preuve de la retenue qui sied aux plus hautes fonctions. On peut les comprendre : brillants - ils sont généralement sortis des meilleures écoles, l'ENA ou Polytechnique en France, l'université Harvard aux Etats-Unis, la London School of Economics en Grande-Bretagne - royalement payés, beaucoup d'entre eux n'avaient, avant la crise, guère connu l'échec. La fascination souvent teintée d'envie dont ils faisaient l'objet de la part de leurs contemporains n'a pas non plus contribué à les dégriser. Enfin, beaucoup se sont gargarisés d'une théorie financière bouclée sur elle-même, « vivant dans le fantasme d'avoir dompté tous les risques », comme l'écrivent Henri Bourguinat et Eric Briys dans un ouvrage lumineux paru ces jours-ci (L'Arrogance de la finance, La Découverte).

Certains ont ainsi fini par se prendre pour ces maîtres de l'Univers brillamment décrits par Tom Wolfe dans Le Bûcher des vanités : une avant-garde éclairée, composée de héros prométhéens contraints de ramener dans le droit chemin ces pauvres politiciens, aveuglés par leur dépendance à l'opinion. A l'image de Daniel Bouton, regrettant, dans une note confidentielle adressée au Premier ministre Alain Juppé, sa « crédibilité décimée par les reculades successives » depuis les grèves de décembre 1995, ou tançant, en 2001, le gouvernement Jospin, coupable d'avoir « gâché cinq années de croissance ».

Cette arrogance a finalement pesé lourd dans le décompte final, empêchant une remise en question qui aurait pu être salutaire. Ainsi Richard Fuld, ancien PDG de Lehman Brothers, aujourd'hui ennemi public n° 1 aux Etats-Unis, n'a-t-il pas une seule seconde envisagé que le Trésor puisse laisser tomber sa banque. Un péché qui s'est avéré mortel...

Avidité

« Greed is good » [l'avidité est bonne]. Ces dernières années, la communauté financière dans son ensemble avait fait sienne le mot d'ordre de Gordon Gekko, le héros du film culte d'Oliver Stone Wall Street. Les rémunérations ont allégrement franchi la stratosphère, avec l'assentiment de tous. Entre

Un cadeau ?

Est-il légitime que l'Etat français s'endette, et engage sa garantie

1993 et 2007, le seul Dick Fuld a ainsi empoché plus de 500 millions de dollars. En 2005, les banquiers de la City et de Wall Street se sont partagé plus de 35 milliards de dollars, uniquement en bonus. En France, où l'on n'a pas atteint ces sommets himalayens, 500 financiers (traders et dirigeants) émergent tout de même à plus de 1 million d'euros annuel.

Des salaires de plus en plus éloignés de ceux du commun des mortels : « La dernière fois que [les écarts] ont été aussi élevés, rappelle l'économiste Esther Duflo dans Libération, c'était en 1929... » Des salaires devenus aussi largement déconnectés de la performance : Chuck Prince, ancien PDG de Citigroup, qui a accumulé plus de 37 milliards de pertes, a touché 26 millions d'indemnités de départ. En 2008, malgré la crise, les 166 000 employés de Wall Street ont accumulé plus de 18 milliards de dollars en bonus. « Ce qui scandalise les gens, à juste titre, s'est emporté Barack Obama, c'est qu'on récompense des dirigeants de leur échec, surtout quand c'est le contribuable qui subventionne la récompense. »

L'appât du gain a fini par faire perdre la tête à beaucoup. Stupéfiante myopie politique, chez ces dirigeants - en France ou ailleurs - qu'il a fallu aiguillonner pour qu'ils acceptent de renoncer à leurs bonus. Aveuglement plus grave encore, principalement pratiqué outre-Atlantique, qui a conduit des banquiers à fourguer des crédits subprime à des ménages sans ressources. Avant de les répandre sur toute la planète...

Court-termisme

« L'argent n'est une puissance que s'il est en quantités disproportionnées », faisait dire Balzac au banquier Nucingen, dans La Comédie humaine. Pour gonfler leur rentabilité, les financiers ont voulu accélérer la course du temps. Ainsi, les grandes banques commerciales américaines pouvaient-elles afficher un retour sur fonds propres de 15 à 20 %, et même 30 % pour Goldman Sachs ! Quitte parfois à déséquilibrer des entreprises poussées à entrer dans une course à la rentabilité suicidaire. Quitte, aussi, à contribuer à l'instauration d'une véritable « dictature du court terme » dictant sa loi à l'ensemble des acteurs économiques, comme le dénonçait Claude Bébéar, dans les colonnes de L'Express, il y a quelques semaines.



C. Fuentes/reuters

AFFAIRE KERVIEL Comment le jeune trader de la Société générale a-t-il pu jouer avec 50 milliards d'euros sans être détecté ?

Le fonctionnement des banques lui-même a progressivement cédé au culte de l'immédiateté, du fait de l'explosion de la part variable des rémunérations (les fameux bonus). Dans le cas des traders, ces bonus, distribués chaque année, voire chaque semestre, les ont poussés à prendre toujours plus de risques pour dégager des profits rapides, sans se soucier des pertes futures. Un système pousse-au-crime que les banques françaises, les premières, viennent, sous la pression des pouvoirs publics, de s'engager à moraliser. Chiche !

Dissimulation

à hauteur de plus de 300 milliards d'euros, alors que ses fleurons financiers engrangent des bénéfices ?

Leurs besoins sont en fait de deux ordres, qui correspondent aux deux guichets ouverts par l'Etat. Besoin de liquidité, tout d'abord : comme les banques ne se font plus confiance, elles ne se prêtent plus les unes aux autres qu'avec une extrême parcimonie. Et reportent sur leurs clients ce durcissement des conditions d'accès à l'emprunt. Les Etats - pour qui le risque de faillite est, en théorie, plus faible - sont alors contraints de prendre le relais.

Second impératif : renforcer leur solvabilité, c'est-à-dire la quantité de capital dont elles disposent pour couvrir leurs pertes. Or ces pertes vont augmenter du fait de la violence de la récession. De leur côté, les marchés ont accru leurs exigences en la matière. Certaines banques, comme BNP Paribas, peuvent être en relative bonne santé et voir malgré tout leur cours chuter. Là encore, la main secourable de l'Etat est plus qu'appréciée.

L'aide publique est donc justifiée, à deux conditions : que les banques utilisent vraiment cet argent pour prêter à l'économie ; que les capitaux versés leur servent bien à renforcer leur bilan, et non à enrichir leurs dirigeants, leurs actionnaires ou leurs salariés. Masse-Stamberger Benjamin

« La prospérité est au coin de la rue », prédisait le président américain Hoover quelques semaines avant le krach d'octobre 1929. De même, les financiers n'ont eu de cesse, depuis le début de la crise à l'été 2007, d'en minimiser les effets. On se souvient des déclarations des banquiers français affirmant avec aplomb que les subprimes s'étaient arrêtées à la frontière... avant d'annoncer quelques mois plus tard des dépréciations massives. L'objectif est peut-être louable : ne pas casser la confiance, clef de voûte sur laquelle repose le système financier tout entier. L'effet obtenu est pourtant l'exact opposé : les pertes s'accumulant, c'est la crédibilité des grandes banques qui se trouve entamée. « Le manque de transparence est la principale cause de la crise, juge ainsi Philippe Dessertine, professeur de finance à l'université Paris X. Et ce, notamment, par le biais du recours extensif à la titrisation. » Une technique qui consiste à découper le risque en morceaux et à le disséminer dans tout le système financier. Résultat : une opacité totale - encore renforcée par le recours aux paradis fiscaux - qui finit par geler tout échange.

Reste enfin le problème de la comptabilisation des pertes, qui donne lieu à des débats sans fin entre spécialistes. « Les Anglo-Saxons ont tendance à provisionner largement leurs pertes, afin de ménager l'avenir, précise Jean-Louis Mullenbach, associé au cabinet d'audit Bellot Mullenbach Associés. Alors que d'autres, Français notamment, pourtant moins exposés aux subprimes, ont tendance à les étaler dans le temps. » Au risque de prolonger l'incertitude, et de retarder d'autant la sortie de crise.

Dogmatisme

« L'Etat n'est pas la solution à nos problèmes, il est le problème », avait lancé Ronald Reagan dans son discours inaugural de janvier 1981, ouvrant la voie à vingt-cinq ans de dérégulation. « L'Etat est le problème », continuaient à pérorer nombre de grands banquiers, quelques semaines avant de se bousculer aux portillons gouvernementaux pour être renfloués. Entre-temps, le 15 septembre 2008, Lehman Brothers avait fait faillite : le pilier central de l'idéologie dérégulationniste, à savoir la croyance dans l'infaillibilité du marché, s'était effondré en même temps que la finance mondiale. « L'idée que les marchés ont toujours raison est une idée folle », a logiquement conclu Nicolas Sarkozy, à peine dix jours plus tard, lors de son discours de Toulon.

Dans la communauté financière, l'enseignement de Friedrich Hayek et Milton Friedman avait depuis longtemps dégénéré en vade-mecum simpliste et cadencé, voué à ne laisser aucune question sans réponse. Les rémunérations indécentes ? Justifiées par la concurrence internationale et le talent inouï des stars des marchés, récitaient nos modernes Pangloss. Les bulles financières ? Le produit d'une « inefficience de marché » liée à l'interférence des régulateurs...

Au-delà - et c'est sans doute l'une des explications de la crise - l'idée que la poursuite de l'intérêt particulier conduit à un optimum collectif avait fini par conduire certains à croire que leur égoïsme et leur cupidité étaient la meilleure preuve de leur civisme. Suivant en cela la prophétie de Gordon Gekko : « L'avidité sauvera l'Amérique. »

Incompétence

« Quand la mer se retire, on découvre ceux qui se baignaient nus. » L'aphorisme de Warren Buffett, devenu culte, résume à lui seul la crise des subprimes. Car si certaines banques ont plutôt bien tiré leur épingle du jeu, d'autres ont commis des bourdes monumentales. Dans leur course à l'abîme, certaines banques américaines, comme Merrill Lynch ou Morgan Stanley, avaient par exemple fini par cumuler des engagements correspondant à près de 30 fois leurs fonds propres ! Parmi les établissements européens - allemands, suisses et britanniques, notamment - beaucoup se sont rués sur les produits titrisés en provenance d'outre-Atlantique, sans même prendre le temps de consulter la notice. Dans l'Hexagone, les dirigeants de Natixis, filiale des Caisses d'épargne et des Banques populaires, sont tombés dans presque tous les panneaux : subprimes, rehausseurs de crédit, pertes de trading, Madoff... Au final, les pertes de l'établissement pour 2008 devraient se chiffrer à 2,5 milliards d'euros. La crise a enfin révélé des dysfonctionnements qui vont bien au-delà de la mauvaise gestion. Comment un simple trader - Jérôme Kerviel pour ne pas le nommer - a-t-il pu accumuler des positions voisines de 50 milliards d'euros sans être détecté ? Comment des banques européennes, comme le géant suisse UBS, ont-elles pu devenir dépositaires de sicav entièrement investies en

produits Madoff ? Autant de mystères qui demeurent, aujourd'hui encore, largement inexpliqués.



B. McDermid/reuters

fraude Madoff Le scandale a éclaboussé plusieurs des établissements bancaires les plus prestigieux.

Irresponsabilité

« J'ai foiré. » Ainsi Barack Obama a-t-il commenté son choix de nommer au secrétariat à la Santé l'ancien sénateur Tom Daschle, en délicatesse avec le fisc. La formule est aussi peu élégante que la démarche est courageuse : elle démontre la volonté du président américain d'assumer les conséquences de ses actes. De quoi en remonter aux banquiers : système financier en perdition, Etats surendettés quand ils ne sont pas, comme l'Islande, en faillite, troubles sociaux dus à l'explosion du chômage : cela n'a pas suffi pour que les patrons des grands établissements financiers en déroute présentent leurs excuses. La faillite de Lehman Brothers ? Pour Dick Fuld, c'est la faute du gouvernement et du Congrès, qui l'ont injustement laissé tomber. Les déboires de la Royal Bank of Scotland (RBS), qui a annoncé la bagatelle de 30 milliards d'euros de pertes pour 2008 ? « Je n'y suis pour rien », a répondu en substance Fred Goodwin, PDG poussé dehors après que le gouvernement eut injecté en urgence 20 milliards de livres

dans la banque. En France, les 4,9 milliards d'euros perdus dans l'affaire Kerviel n'ont pas suffi à convaincre Daniel Bouton de l'opportunité de quitter la Société générale. Quant à Charles Milhaud, il a bataillé ferme pour éviter que les pertes d'un de ses traders ne lui coûtent sa place à la tête des Caisses d'épargne. Il n'est finalement parvenu à se ménager qu'un « modeste » point de chute : la direction d'Océor, la filiale du groupe pour l'outre-mer et l'international. Le pauvre...